

[Traduction]

M. l'Orateur suppléant: Le député de Villeneuve veut-il poursuivre son exposé?

[Français]

M. Caouette: Oui, monsieur l'Orateur.

[Traduction]

M. l'Orateur suppléant: La Chambre consent-elle à l'unanimité à ce que le député continue son discours?

Des voix: D'accord.

[Français]

M. Caouette: Merci, monsieur l'Orateur.

On peut ne pas partager les mêmes idées et être quand même sociables, et c'est ce que les députés prouvent dans le moment. Je ferai la même chose en retour.

Monsieur l'Orateur, ce que le peuple canadien attend depuis plus de cent ans, c'est un gouvernement efficace, moderne, qui évolue et qui ne craindrait pas de se donner les outils nécessaires pour assurer à chaque citoyen une vraie sécurité économique, politique et sociale.

J'ai l'impression précise, nette et claire que tous les députés sont de cet avis-là, c'est-à-dire que nous devons avoir un gouvernement agressif, un gouvernement qui n'a pas peur de prendre des décisions, bref, un gouvernement qui n'a pas peur de l'évolution qui se produit. Au lieu de maintenir le *statu quo*, de ne pas avancer, de ne pas bouger, bougeons quand c'est le temps. Prenons les dispositions et taillons-nous des outils pour pouvoir agir. Il ne serait pas honnête de ma part de dire que je condamne tout dans le présent régime. Non, loin de là, mais je soutiens cependant que l'administration actuelle ne s'attaque pas au vrai problème. Cela fait plusieurs fois que je répète que le gouvernement ne s'attaque pas au problème majeur qui rend actuellement inefficace toute mesure qu'il prône ou veut imposer.

Dans son exposé budgétaire, le ministre disait:

Les derniers dix-huit mois ont été fertiles en événements dans le domaine financier: un budget et un mini-budget, trois bills modifiant la loi de l'impôt sur le revenu, un autre modifiant les dispositions fiscales de la loi sur la sécurité de la vieillesse, deux modifiant la taxe de vente, deux restrictions temporaires visant les immobilisations des entreprises, le début du régime de pensions du Canada qui avait des répercussions fiscales importantes, plusieurs révisions de la politique de dépenses du gouvernement, un débat majeur sur l'inflation en septembre dernier et une longue suite d'audiences par un comité mixte au sujet de la hausse des prix à la consommation.

C'est clair, n'est-ce pas? Sans déprécier ces initiatives, on voit bien que ces solutions au problème actuel ne sont en fait que des cataplasmes dans le dessein de tenter d'éviter le pire. Mais ce ne sont quand même que des

cataplasmes sur des jambes de bois, et cela ne guérit pas le bobo.

Mais de toutes ces lois, il n'en est aucune visant à faire de notre économie nationale une économie moderne, efficace, prospère et équilibrée. Le problème des crises cycliques, telle l'inflation, est-il guéri et évité? Absolument pas, et tous le savent.

Toutes ces mesures que le gouvernement a soumises à la Chambre n'ont pas réglé le problème, puisque le ministre, dans le présent budget, met en garde la population canadienne contre les menaces qui pèsent sur elle. Ce n'est pas nouveau. C'est la répétition de ce qu'on nous disait il y a 5, 10 et même 15 ans. Je me souviens, il y a 20 ans, que l'honorable M. Abbott, qui était alors ministre des Finances,—il est actuellement juge puîné de la Cour suprême du Canada—prononçait le même discours ou un discours semblable à celui que nous avons entendu l'autre jour. Or, ceci prouve que les mesures adoptées par la Chambre n'étaient que des cataplasmes temporaires, incomplets et inefficaces.

Je demande donc au ministre de nous expliquer, pour la gouverne de tous les Canadiens qui vivent actuellement dans une profonde inquiétude, comment il entend s'y prendre pour faire de notre économie en temps de paix une économie prospère, productive, juste, équilibrée, libre des désastreuses crises cycliques comme l'inflation ou la misère au sein de l'abondance.

Les créditistes ne sont pas les seuls à l'affirmer, et je me permets, avant de terminer mes observations, de relever ce que le journaliste Marcel Pépin écrivait dans *Le Droit* de vendredi dernier, soit le 2 juin, et je cite:

Si le ministre des finances préconise à toutes fins pratiques une politique d'augmentation modérée des salaires, il refuse toujours d'établir une politique de maintien des prix et de contrôle des profits, de sorte que son discours du budget ne franchit pas l'étape du discours, de l'exhortation.

Bien armé des documents et découvertes que lui fournissent ses fonctionnaires du ministère des Finances, M. Sharp a pu étaler avec conviction ses craintes d'une distorsion économique pour 1967, mais prisonnier du caractère capitaliste du gouvernement dont il fait partie, il limite à l'exhortation son intervention dans la situation actuelle.

Je comprends que M. Pépin voudrait voir une politique de «contrôle» des prix, des salaires, bref, de l'ensemble de l'économie canadienne, mais les créditistes ne préconisent pas une économie de «contrôle» comme celle-là. Au contraire, ils préconisent que la façon de rétablir l'équilibre entre la production du Canada et le pouvoir d'achat des consommateurs, c'est de distribuer à tous et à chacun des citoyens canadiens une somme qu'on appelle un dividende national, basé sur l'écart qui existe entre la production canadienne et le revenu national, au prix actuel, ne créant ainsi aucune inflation, aucune déflation, mais